

### Approbation du compte financier de l'institut scientifique et technique des pêches maritimes pour 1959.

Par arrêté du 7 novembre 1960, est approuvé le compte financier de l'institut scientifique et technique des pêches maritimes pour l'exercice 1959 s'élevant :

En recettes, à la somme de 249.647.090 F.  
En dépenses, à la somme de 221.188.031 F.  
Et présentant un excédent de 28.459.059 F.

### Courtier juré d'assurances maritimes.

Par arrêté du 19 novembre 1960, M. Michel Flepp est nommé courtier juré d'assurances maritimes à Paris, en remplacement de M. Jacques Porée, démissionnaire.

## MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

### Regroupement et transfert à Saint-Junien de collèges d'enseignement technique.

Par arrêté en date du 1<sup>er</sup> novembre 1960, le collège d'enseignement technique F. 750 du Dorat et le collège d'enseignement technique F. 1371 de Cussac ont été regroupés et transférés à Saint-Junien (Haute-Vienne). Le nouvel établissement fonctionnera sous l'indicatif F. 750. Cette mesure ne sera effective que lorsque l'installation du collège d'enseignement technique de garçons de Saint-Junien dans de nouveaux locaux permettra aux établissements regroupés d'utiliser les bâtiments abandonnés par le collège d'enseignement technique G. 1237.

### Complément de l'arrêté du 11 mai 1959 portant création de brevets sanctionnant la formation des cadres chargés de l'enseignement des activités physiques de plein air.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'arrêté du 11 mai 1959 portant création de brevets sanctionnant la formation des cadres chargés de l'enseignement des activités physiques de plein air ;

Vu l'arrêté du 16 janvier 1960 du ministre de l'éducation nationale portant délégation générale et permanente de signature au profit du haut commissaire à la jeunesse et aux sports ;

Sur proposition du sous-directeur de l'éducation physique, des sports et du plein air,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — L'article 5 de l'arrêté du 11 mai 1959 portant création de brevets sanctionnant la formation des cadres chargés de l'enseignement des activités physiques de plein air est complété comme suit : « Avoir subi avec succès les épreuves de l'examen de fin de stage ».

Art. 2. — Le sous-directeur de l'éducation physique, des sports et du plein air est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 7 novembre 1960.

Pour le ministre et par délégation :

Le haut commissaire à la jeunesse et aux sports,  
MAURICE HERZOG.

### Epreuves, matières au programme et composition des jurys des examens conduisant à la délivrance des brevets sanctionnant la formation des cadres chargés de l'enseignement des activités physiques de plein air.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'arrêté du 11 mai 1959 portant création de brevets sanctionnant la formation des cadres chargés de l'enseignement des activités physiques de plein air ;

Vu l'arrêté du 7 novembre 1960 complétant l'arrêté précité ;

Vu l'arrêté du 16 janvier 1960 du ministre de l'éducation nationale portant délégation générale et permanente de signature au profit du haut commissaire à la jeunesse et aux sports ;

Sur proposition du sous-directeur de l'éducation physique, des sports et du plein air,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les épreuves de l'examen de fin de stage conduisant à la délivrance du brevet d'initiateur de plein air sont définies comme suit :

- 1° Une épreuve éliminatoire qui consistera en un test de natation.
- 2° Des épreuves pédagogiques et pratiques qui porteront sur :  
La technique du camp et de la randonnée (coefficient 2).  
Le secourisme (coefficient 1).

Trois activités physiques de plein air choisies par le candidat parmi celles énumérées ci-après : canoë, escalade, spéléologie, voile, ski, ces épreuves étant organisées de façon à permettre d'apprécier les connaissances techniques des candidats, leurs qualités pédagogiques, leur sens des responsabilités (coefficient 1 pour chaque épreuve).

3° Des épreuves orales, au nombre de quatre, qui porteront sur l'organisation des activités de plein air et les règles de sécurité qui doivent entourer leur pratique :

a) Camps et randonnées (coefficient 1).

b) Trois questions concernant, au choix du candidat, le canoë, l'escalade, la spéléologie, la voile ou le ski (coefficient 1 pour chaque épreuve).

Art. 2. — Chaque épreuve sera notée sur 20. Toute note inférieure ou égale à 6 pourra être rendue éliminatoire sur décision du jury.

Pour être déclarés admis, les candidats devront avoir obtenu aux épreuves pratiques et orales un total de points supérieur à 100.

Art. 3. — Le programme des épreuves pratiques et orales prévues à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus figure en annexe au présent arrêté.

Art. 4. — Le jury chargé d'examiner les candidats au brevet d'initiateur de plein air sera désigné pour chaque session par le haut commissaire à la jeunesse et aux sports.

Il comprendra l'inspecteur principal de la jeunesse et des sports, président, quatre membres désignés par le haut commissaire à la jeunesse et aux sports, dont un représentant du comité national du plein air.

Art. 5. — Les candidats au brevet d'initiateur de plein air devront adresser à l'inspecteur de la jeunesse et des sports, chef du service départemental de la jeunesse et des sports du département où ils résident, au moins un mois avant la date fixée pour le début du stage à l'issue duquel sera organisée la session d'examen, une demande d'inscription accompagnée des pièces suivantes :

1° Un bulletin d'état civil.

2° Un certificat médical délivré depuis moins de trois mois établissant l'aptitude physique de l'intéressé à la pratique des activités de plein air.

3° Un bulletin n° 3 du casier judiciaire, si le candidat n'est pas fonctionnaire.

Art. 6. — Les épreuves de l'examen de fin de stage conduisant à la délivrance du brevet de moniteur de plein air sont définies comme suit :

1° Des épreuves pédagogiques et pratiques qui porteront sur :

La technique du camp et de la randonnée (coefficient 2).

Quatre activités physiques de plein air choisies par le candidat, parmi celles énumérées ci-après : canoë-kayac, escalade, plongée subaquatique, spéléologie, voile, ski, cyclotourisme (coefficient 1 pour chaque épreuve).

Les candidats possesseurs d'un diplôme de moniteur ou d'instructeur délivré par une fédération ou un organisme de plein air agréé par le haut commissariat à la jeunesse et aux sports pourront être, sur leur demande, dispensés des épreuves pratiques relatives à l'activité considérée.

2° Des épreuves orales, au nombre de six, qui porteront sur :

L'organisation des activités de plein air, des centres et des bases de plein air, la sécurité (coefficient 1).

L'organisation d'un camp ou d'une randonnée (coefficient 1).

Quatre questions concernant, au choix du candidat : le canoë-kayac, l'escalade, la plongée subaquatique, la spéléologie, la voile, le ski, le cyclotourisme (coefficient 1 pour chaque épreuve).

Art. 7. — Chaque épreuve sera notée sur 20. Toute note inférieure ou égale à 6 pourra être rendue éliminatoire sur décision du jury.

Pour être déclarés admis, les candidats devront avoir obtenu pour l'ensemble des épreuves un total de points supérieur à 120.

Art. 8. — Le programme des épreuves pédagogiques et pratiques et des épreuves orales prévues à l'article 6 ci-dessus figure en annexe au présent arrêté.

Art. 9. — Le jury chargé d'examiner les candidats au brevet de moniteur de plein air sera désigné, pour chaque session, par le haut commissaire à la jeunesse et aux sports.

Il comprendra l'inspecteur principal de la jeunesse et des sports, président, cinq membres désignés par le haut commissaire à la jeunesse et aux sports, dont un représentant du comité national du plein air.

Art. 10. — Les candidats au brevet de moniteur de plein air devront adresser à l'inspecteur de la jeunesse et des sports, chef du service départemental de la jeunesse et des sports du département où ils résident, au moins un mois avant la date fixée pour le début du stage à l'issue duquel sera organisée la session d'examen, une demande d'inscription accompagnée des pièces suivantes :

1° Un certificat médical délivré depuis moins de trois mois établissant l'aptitude physique de l'intéressé à la pratique des activités de plein air.

2° Un bulletin n° 3 du casier judiciaire, si le candidat n'est pas fonctionnaire.

3° Une copie certifiée conforme des diplômes et brevets délivrés au candidat par une fédération ou un organisme de plein air agréé par le haut commissariat à la jeunesse et aux sports.

Art. 11. — Les épreuves de l'examen de fin de stage conduisant à la délivrance du brevet d'instructeur de plein air comporteront :

- Des épreuves écrites.
- Des épreuves pédagogiques et pratiques.
- Des épreuves orales.

Les épreuves écrites, qui seront au nombre de trois, porteront sur :

- 1° La culture générale (durée : deux heures ; coefficient : 1).
- 2° Les connaissances administratives (durée : deux heures ; coefficient : 1).
- 3° Les activités de plein air (durée : trois heures ; coefficient : 2).

Les épreuves pédagogiques et pratiques seront au nombre de deux. Elles consisteront pour le candidat :

1° A présenter au jury une documentation résumant son action dans le domaine des activités physiques de plein air, cette présentation étant suivie d'un entretien avec le jury (coefficient : 1).

2° A organiser et présenter un programme de journée d'information consacrée à une activité physique de plein air ou un programme de stage destiné à initier des jeunes à une activité physique de plein air (coefficient : 1).

Les épreuves orales seront au nombre de cinq. Elles consisteront dans une interrogation portant sur :

1° La physiologie, l'hygiène, le secourisme appliqués aux activités de plein air (coefficient : 1).

2° La psychologie et la pédagogie appliquées aux activités de plein air (coefficient : 1).

3° La sociologie appliquée au plein air (coefficient : 1).

4° L'organisation et la réglementation des activités de plein air (coefficient : 1).

5° Les rapports des activités de plein air avec les activités sportives et culturelles (coefficient : 1).

Art. 12. — Chaque épreuve sera notée sur 20. Toute note inférieure ou égale à 6 pourra être rendue éliminatoire sur décision du jury.

Pour être déclarés admis, les candidats devront avoir obtenu pour l'ensemble des épreuves un total de points supérieur à 110.

Art. 13. — Le programme des épreuves écrites, pédagogiques et pratiques, orales, prévues à l'article 11 ci-dessus figure en annexe au présent arrêté (1).

Art. 14. — Le jury chargé d'examiner les candidats au brevet d'instructeur de plein air sera désigné, pour chaque session, par le haut commissaire à la jeunesse et aux sports.

Il comprendra : un inspecteur général de la jeunesse et des sports, président ; cinq membres désignés par le haut commissaire à la jeunesse et aux sports, dont un représentant du comité national du plein air.

Art. 15. — Les candidats au brevet d'instructeur de plein air devront adresser à l'inspecteur de la jeunesse et des sports, chef du service départemental de la jeunesse et des sports du département où ils résident, au moins deux mois avant la date fixée pour le stage à l'issue duquel sera organisée la session d'examen, une demande d'inscription accompagnée d'un bulletin n° 3 du casier judiciaire, si le candidat n'est pas fonctionnaire.

Art. 16. — Le sous-directeur de l'éducation physique, des sports et du plein air est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 7 novembre 1960.

Pour le ministre et par délégation :

Le haut commissaire à la jeunesse et aux sports,  
MAURICE HERZOG.

(1) Le programme prévu en annexe au présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* de l'éducation nationale.

#### Dénomination d'un établissement scolaire.

Par arrêté du 19 septembre 1960, la dénomination « Ecole nationale du premier degré Albert-Morillon » est attribuée à l'école nationale du premier degré avec internat créée à Conflans-Sainte-Honorine.

#### Enseignement supérieur.

Par arrêté du 22 novembre 1960, M. Guéron, maître de conférences à la faculté des sciences de l'université de Strasbourg, est placé en position de détachement pour une période de cinq ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1959, et mis à la disposition du ministre des affaires étrangères en vue de sa mise à la disposition de la Communauté européenne de l'énergie atomique.

Par arrêté du 22 novembre 1960, M. Echalié, chef de travaux à la faculté des sciences de l'université de Paris, est placé en position de détachement auprès du ministère des affaires étrangères en vue d'effectuer un stage de recherches aux U. S. A. pour une durée de deux ans, à compter du 15 novembre 1958.

## MINISTÈRE DU TRAVAIL

### Approbation de dispositions modifiant et complétant le règlement du régime d'assurance vieillesse complémentaire des pharmaciens.

Par arrêté du ministre du travail et du ministre des finances et des affaires économiques en date du 9 novembre 1960, ont été approuvées les modifications apportées à l'article 10 du règlement de la section professionnelle des pharmaciens relatif au régime d'assurance vieillesse complémentaire des pharmaciens ainsi que l'adjonction d'un article 10 bis.

#### Sociétés mutualistes.

##### DÉPARTEMENT DE LA MARNE

Par arrêté du ministre du travail en date du 15 novembre 1960, a été approuvée la fusion de la société mutualiste dite : Des Ouvriers, n° 51-39, à Saint-Brice-Courcelles, avec la société mutualiste dite : Société mutualiste complémentaire de la Marne, n° 51-771, à Reims.

##### DÉPARTEMENT DES VOSGES

Par arrêté du ministre du travail en date du 15 novembre 1960, ont été approuvés les statuts de la société mutualiste d'entreprise dite : Société mutuelle corporative d'entraide sociale du Comptoir de l'industrie cotonnière, usine des Grands-Sables, n° 88-537, aux Grands-Sables, à Epinal.

### Extension d'annexes aux avenants « ouvriers », « collaborateurs » et « ingénieurs et cadres » à la convention collective nationale du travail mécanique du bois et des scieries.

Le ministre du travail,

Sur le rapport du maître des requêtes au conseil d'Etat, directeur général du travail et de la main-d'œuvre,

Vu les articles 31 f et suivants du livre I<sup>er</sup> du code du travail, et notamment les articles 31 j, 31 k et 31 v modifié ;

Vu l'arrêté du 28 mars 1956 portant extension de la convention collective nationale du travail mécanique du bois et des scieries du 28 novembre 1955, de ses avenants et annexes de même date et de son avenant du 6 décembre 1955 ;

Vu l'arrêté du 12 juillet 1956 portant extension de l'article 20 (dernier alinéa) de la convention collective nationale susvisée ainsi que de son avenant du 8 février 1956 ;

Vu l'arrêté du 11 septembre 1957 portant extension de l'additif du 15 janvier 1957 à l'avenant « collaborateurs » et à son annexe du 28 novembre 1955 à la convention collective nationale, de l'additif du 26 février 1957 à l'avenant « ingénieurs et cadres » et à son annexe du 28 novembre 1955 à la convention collective nationale et de l'avenant du 6 mars 1957 aux clauses générales de la convention collective nationale susvisée ;

Vu l'arrêté du 28 juillet 1959 portant extension de l'annexe du 12 novembre 1957 à l'avenant « ouvriers » à la convention collective nationale susvisée ;

Vu l'arrêté du 24 février 1960 portant extension de l'annexe du 15 janvier 1958 à l'avenant « collaborateurs » et de l'annexe du 15 janvier 1958 à l'avenant « ingénieurs et cadres » à la convention collective nationale susvisée ;

Vu l'annexe du 28 septembre 1960 à l'avenant « ouvriers » ;

Vu l'annexe du 28 septembre 1960 à l'avenant « collaborateurs » ;

Vu l'annexe du 28 septembre 1960 à l'avenant « ingénieurs et cadres » ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 7 octobre 1960 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis de la commission supérieure des conventions collectives (section spécialisée),

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les dispositions de l'annexe du 28 septembre 1960 à l'avenant « ouvriers », de l'annexe du 28 septembre 1960 à l'avenant « collaborateurs » et de l'annexe du 28 septembre 1960 à l'avenant « ingénieurs et cadres » à la convention collective nationale du